

La facture énergétique de la France en 2008

Avec 58,7 milliards d'euros, la facture énergétique de la France s'envole en 2008. Elle s'aggrave de plus de 13 milliards (+ 29,4 %). Elle dépasse ainsi le record établi en 1981, après le second choc pétrolier (55,1 milliards d'euros d'aujourd'hui). Elle pèse toutefois moins lourd qu'à l'époque sur l'économie puisqu'elle ne représente plus que 3 % du produit intérieur brut, contre 4,9 % en 1981. L'aggravation de la facture énergétique explique à elle seule l'aggravation du déficit extérieur français. Hors énergie, la balance commerciale serait légèrement excédentaire ; avec l'énergie, elle est déficitaire de 55,7 milliards.

Le montant de la facture correspond à la production nette de la population active française en 7 jours de travail contre 5,5 en 2007.

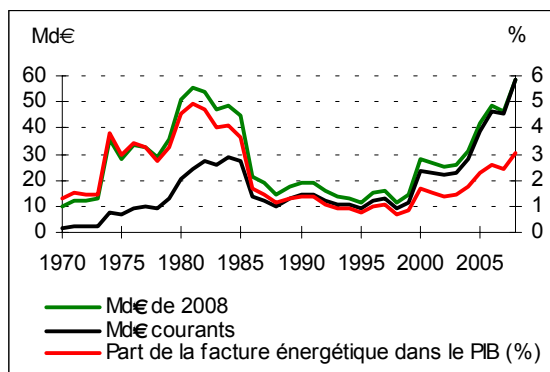
Flambée des prix avant la crise

Produits pétroliers

Pour les cours pétroliers, l'année 2008 commence sur la lancée de la fin 2007. Le cours du Brent daté, principale référence utilisée dans les transactions, poursuit son ascension qui l'a porté de 54 dollars le baril en janvier à 96 \$/bl fin décembre. Comme en 2007, chaque événement qui peut être interprété comme une menace sur l'approvisionnement fait monter les cours, alors qu'aucune nouvelle rassurante n'a d'effets. Qui plus est, le pétrole fait figure de valeur refuge que stimule tout accès de faiblesse du dollar. Mais, plus fondamentalement, au-delà des aléas conjoncturels, la cause principale reste en fait la hausse de la consommation mondiale, impulsée par la puissante croissance de la Chine et d'autres pays émergents. Face à cette demande, l'offre a du mal à suivre. En partie pour des raisons techniques, les capacités de production inutilisées étant faibles. En partie aussi pour des raisons politiques, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ayant choisi de maintenir sa politique de plafonds de production pour ne pas laisser baisser les cours. En juillet, le cours atteint ainsi 145 \$/bl, en hausse de 50 % en dollars par rapport à décembre.

Mais les signes de modération de la demande se font de plus en plus nets : les hausses de prix, appuyées par les programmes d'économies d'énergie liés à la lutte contre le changement climatique, ont amené une réduction de la consommation de la zone OCDE. De plus, les indices d'un ralentissement des économies occidentales se multiplient. Il devient évident que la crise ne se limitera pas au secteur financier et touchera l'économie « réelle », avec des répercussions sur la demande en énergie elle-même. Ces mauvaises nouvelles successives font cesser les anticipations à la hausse sur l'évolution de la demande en pétrole et les cours plongent jusqu'à 36 \$/bl fin décembre malgré les efforts des

Facture énergétique de la France



Source : SOeS

Les cours du pétrole ont poursuivi pendant tout le premier semestre leur folle ascension de 2007 jusqu'à touter en juillet les 150 \$ le baril. Mais ensuite, la crise économique mondiale a cassé l'emballage de la demande et précipité l'effondrement des cours jusqu'à moins de 40 \$ le baril en décembre. L'évolution du dollar a cette année encore quelque peu amorti les secousses : le cours du pétrole montait quand le dollar s'affaiblissait, et il fléchissait quand le dollar se raffermissait. Les prix du gaz et du charbon ont suivi une évolution semblable. Et à cette hausse des cours s'est ajoutée une hausse des quantités importées, les températures ayant été moins exceptionnellement douces qu'en 2007.

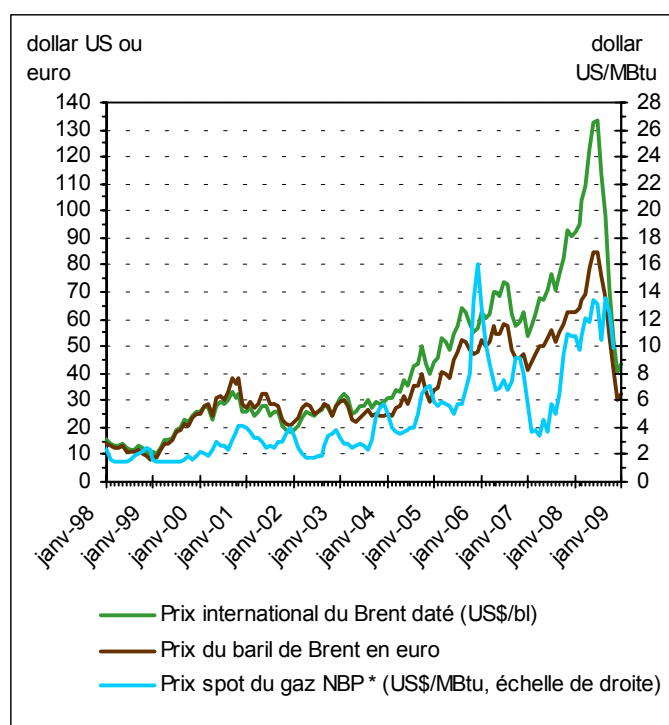
pays producteurs pour enrayer la baisse. Les annonces de l'Opep ne réussissent qu'à obtenir une reprise temporaire mi-septembre, puis une autre début janvier qui débouchera sur une stabilisation des cours, entre 40 \$/bl et 50 \$/bl.

En moyenne mensuelle, le cours du Brent daté augmente ainsi de 45 % en dollars de janvier à juillet, puis s'effondre de 70 % de juillet à décembre. Exprimée en euro la variation est moins forte, avec une moyenne de 62,5 €/bl en janvier qui passe à 84,5 €/bl en juillet (+ 35 %), puis une chute à 29,9 €/bl en décembre (- 65 %).

La moyenne annuelle s'établit finalement à 97 \$/bl (+ 38 %) et 65 €/bl (+24 %). La dépréciation du dollar en début d'année a donc considérablement atténué les effets de la hausse du pétrole sur les économies européennes.

Il n'empêche que la hausse des prix des importations pétrolières a été forte, puisque le prix moyen du brut effectivement importé, exprimé en euros, a augmenté de 28,5 %, et que celui des produits raffinés importés a progressé de 25,5 %.

Prix moyen mensuel du baril de pétrole, en dollar US et en euro (courants) et prix spot du gaz en dollar US



* National Balancing Point à 1 mois, bourse de Londres

Source : DGEC, SOeS

Cotations moyennes annuelles par type de pétrole brut (\$/bl)

	1992	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Dubaï	17,2	16,1	26,3	22,8	24,1	26,8	33,8	49,4	61,6	68,4	93,9
Panier Opep ¹	18,2	16,9	27,6	23,1	24,4	28,1	36,1	50,6	61,1	69,1	94,5
Brent daté	19,3	17,0	28,5	24,4	25,0	28,9	38,3	54,6	65,1	72,5	97,0
WTI	20,5	18,4	30,4	26,1	26,2	31,1	41,5	56,7	66,0	72,2	100,0

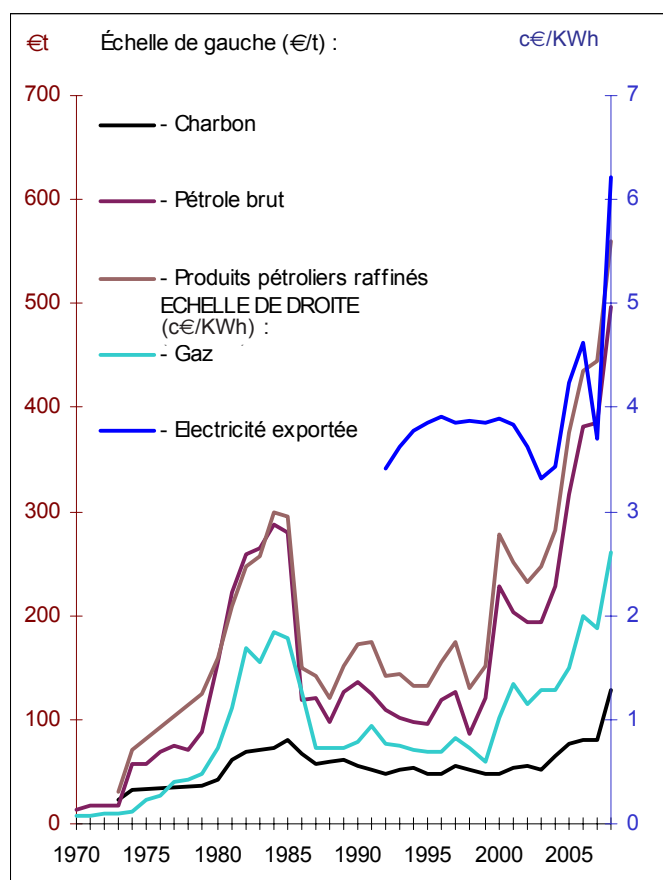
Cotations moyennes annuelles du Brent daté exprimées en euros

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
En €/t	177,3	105,4	239,0	207,2	197,4	187,6	221,4	308,4	363,1	367,8	455,2
En €/bl	19,6	13,0	31,0	27,3	26,5	25,6	30,8	43,9	51,9	52,5	65,0

Prix moyen annuel du pétrole brut importé

	1992	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
En \$/bl	18,6	17,3	28,6	24,8	24,9	29,7	38,8	53,6	65,2	71,9	99,0
En €/t	110	97	228	203	194	193	229	316	381	385	496

Prix moyens annuels des énergies importées et exportées en euros 2008 (€/t ou c€/kWh)



Source : SOeS principalement d'après les données des douanes

¹ À partir du 16/06/05, nouvelle moyenne calculée à partir des prix de différents pétroles : Mélange Sahara, Minas, Iran Lourde, Basra Léger, Kuwait Export, Es Sider, Bonny Léger, Qatar Marine, Arabie Léger, Murban et BCF 17. En 2007 ont été ajoutés le Girassol d'Angola et l'Orientale d'Equateur.

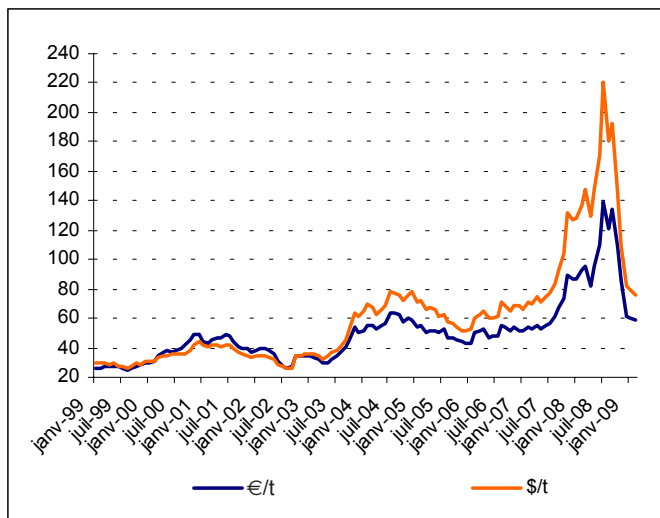
Gaz naturel

Le coût CAF² du gaz naturel importé suit en général le mouvement du prix du pétrole, avec un retard d'environ 5-6 mois, du fait de l'indexation des contrats de long terme. En conséquence, il répercute en 2008 la montée des cours pétroliers de la fin 2007 et du premier semestre 2008. Il connaît donc une forte hausse (environ + 35 % en euros constants), qui s'inscrit dans une tendance à l'augmentation (doublement depuis 2000 en euros constants) où la stabilité de 2007 fait figure de pause. Ce n'est qu'au cours de 2009 que le prix devrait s'orienter à la baisse suite à la chute des cours pétroliers de l'été 2008.

Charbon

Moins médiatique que le pétrole, le charbon connaît lui aussi une flambée des prix qui dure depuis 2003 et qui s'est fortement accentuée en 2008. En moyenne sur l'année, le prix spot du charbon vapeur affichait 149 \$/t sur le marché ARA³, soit un bond de + 72 % sur un an, après + 36 % en 2007. Mesurée en euro, cette hausse est un peu atténuée (+ 61 % à 101 €/t CAF, après + 24 % en 2007). L'année 2008 a été contrastée : après une ascension rapide, avec un record historique en juillet (220 \$/t), le prix entame depuis octobre une chute vertigineuse jusqu'à 82 \$ la tonne en décembre, soit une perte de 138 \$ en cinq mois.

Prix spot* du charbon vapeur



* prix sur le marché ARA, (Anvers, Rotterdam, Amsterdam)
Source : Mc Closkey

La flambée des prix s'explique principalement par une forte demande. En effet, entre 2002 et 2007, la consommation de charbon affichait une évolution annuelle moyenne d'environ + 6 %, soit environ trois fois la croissance du gaz et deux fois celle du pétrole. D'une part, le charbon est une énergie dont les réserves prouvées sont très importantes, bien plus que celles du pétrole. D'autre part et surtout, il fait l'objet d'une

² Le prix du gaz importé est ici calculé comme le ratio « facture gazière, mesurée par les Douanes / quantités importées, déduites du bilan gazier du SOeS ». Ce ratio entre deux sources hétérogènes ne peut donner qu'un ordre de grandeur de l'évolution des prix.

³ Anvers, Rotterdam, Amsterdam.

forte demande chinoise de matières premières pour satisfaire une économie galopante, très dépendante du charbon.

Face à une telle demande, la chaîne logistique charbonnière s'avère sous-dimensionnée avec des capacités portuaires insuffisantes et de mauvaises conditions d'acheminement du charbon entre les mines et les ports. Après une détente provisoire sur les prix en 2005, les cours ont retrouvé un niveau élevé en 2006 (64 \$/t en moyenne) et 2007 (87 \$/t) puis se sont emballés en 2008 (149 \$/t). La pénurie de navires, particulièrement les « Capesize » utilisés pour le transport sur longue distance et mobilisés pour le transport de matières premières vers la Chine, a été un facteur déterminant dans la hausse du prix du fret qui a encore enregistré des records historiques début juin 2008 (plus de 60 \$ pour le transport d'une tonne de charbon entre le port de Richards Bays et Rotterdam).

Face à une congestion chronique, touchant particulièrement le port de Newcastle en Australie, quelques pays d'Asie se sont tournés en 2007 vers l'Afrique du Sud, fournisseur habituel de l'Europe, ce qui a ajouté à la nervosité du marché. Au début de l'année 2008, les incidents se sont multipliés (tempêtes de neige en Chine, inondations en Australie, défaut d'approvisionnement d'électricité en Afrique du Sud, etc.), conduisant chaque fois à un renchérissement des cours. En juillet 2008, la tonne de charbon livrée sur le marché ARA dépassait la barre des 220 \$. Mais à partir de l'automne, et au même titre que les autres matières premières, sous l'effet de la crise économique, les prix décrochent de façon vertigineuse. Le fret finit l'année à environ 6 \$/t (toujours pour le transport d'une tonne de charbon entre l'Afrique du Sud et la zone ARA) et le prix CAF tombe en décembre à 82 \$/t. Cette tendance se poursuivra durant le premier trimestre 2009, avec en mars un prix moyen de moins de 60 \$ la tonne (environ 46 €/t).

Électricité

Le prix de l'électricité exportée a fortement augmenté en 2008, avec un prix moyen⁴ de 6,2 c€/kWh contre 3,7 c€/kWh en 2007 et 4,6 c€/kWh en 2006. Cette forte hausse du prix fait bien plus que compenser la baisse des quantités exportées.

Baisse globale du volume des importations

L'année 2007 avait été si douce que 2008 souffre de la comparaison. Pourtant l'indice de rigueur n'est que de 0,94, donc assez sensiblement inférieur à la moyenne de la période 1976-2005 (1 par construction). Mais celui de 2007 n'était que de 0,87. Même si l'année 2008 a été plus douce que la moyenne, il a donc fallu chauffer davantage qu'en 2007. Et pour peu qu'elles aient une fonction de chauffage, les consommations non corrigées du climat enregistrent naturellement une augmentation.

Il faut également prendre en compte que l'année 2008 était une année bissextile, ce qui justifie un accroissement de + 0,3 % pour beaucoup de variables.

Les quantités de pétrole brut importées augmentent à nouveau⁵ : après plusieurs baisses successives (- 1 % en 2007, - 2,6 % en 2006, - 1,1 % en 2005), et malgré la forte hausse des prix, les quantités de brut importées augmentent de + 2,6 %, à 83,2 millions de tonnes. En fait, depuis 1999,

⁴ CAF : coût, assurance, fret - Source DGDDI/DSEE

les importations de pétrole brut restent assez stables, fluctuant entre 80 et 86 millions de tonnes.

Les grands équilibres se maintiennent, avec des approvisionnements qui continuent à se répartir presque à égalité entre quatre zones : les pays de l'ex-URSS (29 %) et l'Afrique (29 %), le Moyen-Orient (22 %), et la Mer du Nord (20 %).

Le déclin des gisements de Mer du Nord se poursuit, et les importations d'Iran se réduisent sensiblement. Les flux venant de l'ex-URSS sont globalement stables, mais avec une part plus grande pour la Russie et un recul pour le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan. Ce sont surtout les pétroles africains qui progressent avec une reprise du Nigeria et des augmentations sensibles de la Libye et l'Algérie.

Les exportations de produits raffinés⁶ progressent de + 12 %, alors que les importations restent au même niveau qu'en 2007. Le décalage entre le marché et les possibilités du raffinage s'aggrave : les raffineries françaises produisent trop de produits légers (essence et naphtha) pour notre marché et doivent exporter des excédents de plus en plus importants au fur et à mesure que notre consommation d'essence diminue. Les tendances à la baisse de la consommation d'essence qui apparaissent aux États-Unis menacent notre premier débouché (un tiers des exportations). Inversement, les raffineries ne produisent pas assez de gazole pour alimenter le marché national. Il faut donc en importer de plus en plus. Avec environ un tiers des importations directes, la Russie est notre premier fournisseur. De la même façon, les raffineries de France produisent du fioul lourd (FOL) destiné aux soutes maritimes internationales en excédent par rapport aux besoins nationaux et l'exportent alors qu'il faut importer du fioul lourd peu riche en soufre.

Le solde global des importations pétrolières, en quantité, s'améliore légèrement :

- les importations de brut ont augmenté de 0,8 Mtep (+ 1 %),
- les importations de produits raffinés sont identiques (- 0,2 %),
- les exportations de produits raffinés ont augmenté de 2,8 Mtep (+ 11 %),

Globalement, le solde importateur s'est donc réduit d'environ 2 Mtep (- 2,3 %).

Les importations de gaz naturel ont progressé de + 5,8 % (après - 5,6 % en 2007) : à 518,2 TWh, elles retrouvent un niveau équivalent à celui de 2006.

Le solde net des entrées-sorties de gaz naturel en France passe de 479,6 TWh en 2007 à 504,0 TWh en 2008. Il ne retrouve pas tout à fait le niveau de 2006, qui était de 510 TWh.

Le portefeuille des importations s'est peu modifié en 2008 par rapport à 2007 :

- les importations en gaz naturel liquéfié (GNL) représentent un quart des entrées brutes ;
- les importations par des contrats de long terme ont globalement augmenté de + 2,8 % : les importations en provenance de Russie qui avaient beaucoup baissé en 2007 progressent de près de 14 % mais ne retrouvent pas le niveau de 2006 ; les importations en provenance de Norvège progressent de 7 %, elles représentent près du tiers des importations nettes totales ; les importations en

provenance des Pays-Bas et d'Algérie connaissent des variations plus modestes. Les nouvelles provenances, Egypte, Nigeria, Qatar restent des volumes faibles qui n'ont pas beaucoup varié entre 2007 et 2008 ;

- les contrats de court terme ont été un peu plus sollicités en 2008 : ils représentent 7,7 % des entrées nettes de gaz naturel en 2008 contre 5,7 % environ en 2007 et en 2006 (près de 8 % en 2005).

Approvisionnements en 2006, 2007 et 2008

	TWh			% par rapport au total des entrées brutes		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
Total des entrées brutes (transit inclus)	598,3	574,1	592,0	100,00	100,00	100,00
Total des sorties (transit inclus)	88,3	94,4	88,0	14,75	16,45	14,87
Total des entrées nettes (transit et exportations exclus)	510,0	479,7	504,0	85,25	83,55	85,13
Contrats de long terme	480,4	452,2	465,0	80,3	78,8	78,5
Russie	80,9	66,1	75,2	13,5	11,5	12,7
Norvège	147,0	153,2	164,0	24,6	26,7	27,7
Pays-Bas	96,2	90,2	92,9	16,1	15,7	15,7
Algérie	81,7	86,8	84,2	13,6	15,1	14,2
Egypte	25,2	12,8	11,2	4,2	2,2	1,9
Nigeria	5,8	5,4	4,6	1,0	0,9	0,8
Qatar	0,0	3,2	4,4	0,0	0,6	0,7
Swap*	41,6	29,6	22,2	7,0	5,2	3,8
Autres et indéterminés	1,9	5,0	6,2	0,3	0,9	1,0
Contrats de court terme	29,7	27,4	39,0	5,0	4,8	6,6
GNL	154,3	144,8	149,7	25,8	25,2	25,3

* essentiellement, arrivée de gaz du Nigeria pour le compte de l'Italie, compensant la fourniture à l'Italie par GDF-Suez de gaz ne transitant pas par la France.

Source : SOeS

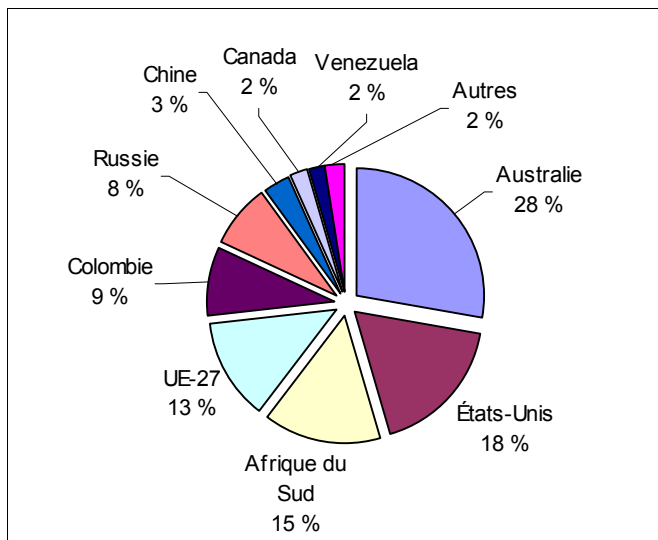
Les importations de combustibles minéraux solides s'élèvent à 22,8 millions de tonnes (Mt), soit une forte progression d'environ 13 % par rapport à 2007. La houille, principal produit importé avec une part de marché d'environ 93 %, totalise 21,3 Mt (principalement du charbon vapeur destiné à la production d'électricité), soit une hausse de + 12,3 %. Mesurées en million de tonne équivalent pétrole (Mtep), les importations de CMS s'élevaient en 2008 à 14,2 Mtep, contre 12,6 Mtep un an auparavant, soit un bond de +12,7 %.

S'agissant de l'origine géographique des importations, l'Australie continue d'occuper le 1er rang de nos fournisseurs de charbon (28 %), principalement du charbon à coke destiné aux cokeries. L'année 2008 est marquée par une envolée de nos importations en provenance des États-Unis qui voient ses tonnages plus que doubler, dépassant la barre des 4 Mt, et place ce pays au deuxième rang de nos fournisseurs, devant l'Afrique du Sud (15 % de parts de marchés) et la Colombie (9 %). A eux seuls, ces quatre pays assurent plus des deux tiers de l'approvisionnement français de charbon. Les importations en provenance de Russie gagnent + 62 %, pour un total de 1,8 Mt, et confirme ainsi l'ascension du pays sur le marché international de la houille. Malgré une hausse de 9 %, les importations en provenance de Chine maintiennent une part de marché constante, de 3 %, contre 7 % à 9 % au début des années 2000. La demande intérieure du pays et sa réglementation contraignante ne lui permettent pas d'expédier davantage de charbon.

⁵ Source Service de l'observation et des statistiques. Le pétrole est ici classé en fonction du pays où il a été extrait.

⁶ Données estimées principalement à partir de celles des Douanes.

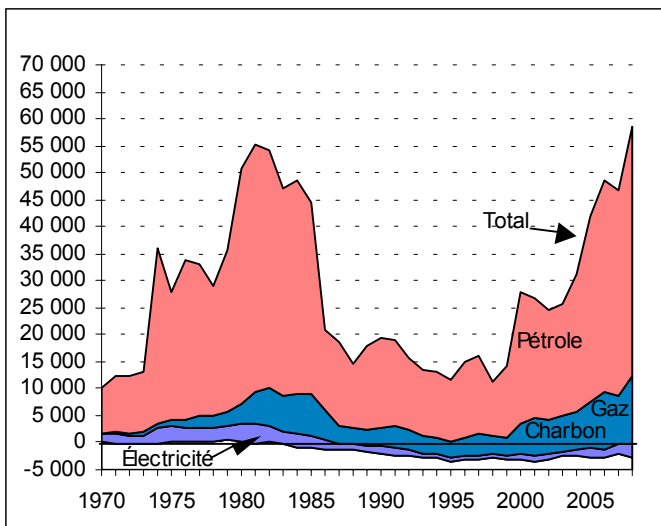
Importations de combustibles minéraux solides par pays d'origine en 2008 (22,8 Mt)



Source : SOeS

Il convient de noter que la part de l'UE (15 %) est probablement comprise entre 6 % et 13 %, en raison d'importantes quantités de charbon en provenance de Belgique (7 % du total, d'après les déclarations des Douanes), pays non producteur de charbon.

La facture énergétique déclinée par type d'énergie (en M/€ 2008)



Sources : SOeS, DGDDI

Note : le graphique ci-dessus se lit en empilant les soldes importateurs des énergies à partir de celui de l'électricité, qui est négatif depuis 1981 (la France est donc un exportateur net d'électricité depuis cette date).

Après un pic exceptionnel à 77 TWh en 2002, le solde des échanges extérieurs physiques⁷ d'électricité s'est contracté de façon quasi continue de 2003 à 2007, s'établissant à 56,7 TWh en 2007. L'année 2008 enregistre un nouveau recul, le solde physique s'établissant à 48 TWh, soit 29 TWh de

moins qu'en 2002. Il faut remonter à 1990 pour retrouver un solde inférieur (46 TWh).

Cette évolution résulte d'une baisse de 8,8 TWh des exportations, alors que les importations sont quasiment stables à 10,7 TWh. Hormis 2007, il faut remonter à l'année 1981 pour observer un niveau d'importations supérieur (10,9 TWh). Les importations physiques d'électricité représentent ainsi 2,2 % de l'énergie appelée en 2008, comme en 2007, après 1,8 % en 2006 et 1,7 % en 2005.

Inversement, les 58,7 TWh d'exportations physiques sont très en retrait par rapport aux niveaux prévalant depuis le début des années 2000 : il faut remonter au début des années 1990 pour retrouver un niveau d'exportations physiques inférieur (58,5 TWh en 1992). En 2008, les exportations physiques d'électricité représentent ainsi 10,7 % de la production totale nette française d'électricité, après 12,4 % en 2007, le maximum ayant été atteint en 2002, avec 15,1 %.

Avec 110,3 %, le taux d'indépendance énergétique relatif à l'électricité (ratio de la production primaire aux disponibilités) recule de 2,3 points, poursuivant sa tendance à la baisse quasi continue depuis le pic à 118,1 % enregistré en 2002.

Évolution de la facture par type d'énergie : + 9,7 milliards pour le pétrole, + 3,5 pour le gaz

La facture pétrolière est de 46,4 milliards d'euros, en hausse de 26 %, soit + 9,7 milliards. L'augmentation vient presque intégralement des importations de pétrole brut (+ 9,3 milliards). Pour les produits raffinés, en effet, importations et exportations progressent quasiment de la même façon (19,7 milliards d'importations, 13,9 d'exportations, en hausse respectivement de 4 et 3,6 milliards).

La facture gazière est de 12,4 milliards d'euros. Elle s'aggrave de 3,5 milliards (+ 39 %).

La facture charbonnière est de 2,7 milliards. La hausse est de + 83 %, mais elle ne représente que 1,2 milliards.

L'électricité continue à être un produit d'exportation qui a rapporté au pays 2,8 milliards d'euros, contre 1,8 en 2007. La hausse est de + 56 % : la hausse des prix a plus que compensé la réduction des quantités exportées.

La facture pèse 3,0 % du PIB de la France, ou l'équivalent de 7 jours de travail pour l'ensemble des Français

La facture énergétique représente en 2008 3,0 % du PIB national. C'est nettement plus qu'en 2007 (2,4 %) et que toutes les années récentes. Il faut remonter à la période des premier et deuxième chocs pétroliers (1974-1985) pour trouver un impact supérieur de la facture énergétique sur l'économie française, avec des maximums en 1974 (3,8 %) et surtout 1981 (4,9 %).

⁷ Dans le bilan, les flux utilisés pour déterminer les importations et les exportations d'électricité concernent les flux **physiques** et non les flux contractuels. Ils sont la somme des flux transitant sur les lignes RTE (lignes d'interconnexion -référéncées par l'UCTE- et autres lignes transfrontalières - non référéncées par l'UCTE), des flux transitant sur les autres réseaux et des compensations au titre des droits d'eau.

Les ménages, pour qui les dépenses énergétiques sont difficilement compressibles, ont nettement souffert des hausses de prix. Les dépenses moyennes par ménage étaient en 2007 de 1 400 € pour l'énergie domestique et 1 300 € pour les carburants. Au total, cela représentait 7,0 % de leur budget (ou 5,4 % de leur consommation effective, où l'on ajoute notamment les soins pris en charge par la sécurité sociale) pour une somme de 73 milliards d'euros. En 2008, la hausse des prix sur ces postes a été en moyenne de près de 10 % pour l'énergie domestique et de 12 % pour les carburants et lubrifiants. A consommation égale, cela représentait pour un ménage une dépense supplémentaire de 140 € pour la maison et 156 € pour les carburants. Naturellement, ce sont les produits pétroliers qui ont le plus évolué. Le fioul domestique a augmenté de 30 % entre janvier et juillet avant de plonger de 40 % jusqu'en décembre et finir l'année 20 % au dessous du niveau de janvier. Moins sensibles à cause du poids de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, les

carburants ont augmenté de 15 % de janvier à juillet avant de se replier de 26 % de juillet à décembre et finir 15 % en-dessous du niveau de janvier.

Compte tenu de la durée moyenne du travail, la facture énergétique correspond à la production nette de la population active de France en sept jours de travail, contre cinq jours et demi en 2007. La hausse des prix de l'énergie a donc représenté l'équivalent d'un jour et demi de travail des Français.

Le poids relatif de la facture énergétique dans les importations s'accroît de façon sensible (16 % contre 13 % en 2007). En 2008, il fallait en moyenne 52 jours d'exportations pour compenser les importations énergétiques (contre 41 jours en 2007). Là encore, il faut remonter à la période des premier et second chocs pétroliers (1974-1985) pour trouver une facture énergétique plus lourde relativement à l'économie.

Tableaux⁸

Commerce extérieur de l'énergie en 2008 (en M€, données brutes)

	Importations (CAF)			Exportations (FAB)			Facture (Import-Export)			
	2007	2008	07-08 (%)	2007	2008	07-08 (%)	2007	2008	07-08 (%)	07-08 (M€)
Combustibles minéraux solides	1 643	2 912	+ 77,3	184	246	+ 34,0	1 459	2 666	+ 82,7	+ 1 207
Pétrole brut	31 272	40 598	+ 29,8	1	0	- 54,6	31 271	40 598	+ 29,8	+ 9 327
Produits pétroliers raffinés	15 760	19 734	+ 25,2	10 305	13 906	+ 34,9	5 455	5 828	+ 6,8	+ 373
Total pétrole	47 032	60 332	+ 28,3	10 306	13 906	+ 34,9	36 726	46 426	+ 26,4	+ 9 700
Gaz	8 022	12 807	+ 59,6	211	374	+ 77,8	8 964	12 433	+ 38,7	+ 3 468
Total pétrole et gaz	55 055	73 139	+ 32,8	10 516	14 280	+ 35,8	45 691	58 859	+ 28,8	+ 13 168
Électricité	1 250	2 214	+ 77,1	3 071	5 063	+ 64,8	- 1 821	- 2 848	+ 56,4	- 1 027
Total	57 947	78 265	+ 35,1	13 772	19 589	+ 42,2	45 328	58 676	+ 29,4	+ 13 348

Source : SOeS, DGDDI

Comparaison de la facture énergétique avec quelques agrégats économiques

	1973	1980	1985	1990	1997	2000	2005	2006	2007	2008
Facture énergétique CAF/FAB :										
- Md€ courants	2,6	20,3	27,5	14,2	13,1	23,5	38,7	46,3	45,3	58,7
- Md€ constants 2008	13,1	50,6	44,5	19,4	16,0	28,0	41,8	48,7	46,6	58,7
Part des importations d'énergie CAF dans les importations totales (CAF)	12,4%	26,4%	22,1%	9,4%	8,0%	9,6%	13,2%	14,3%	13,0%	16,4%
Nombre de jours d'exportations FAB couvrant la facture énergétique		99	73	29	19	26	40	43	41	52
Part de la facture énergétique dans le PIB	1,44%	4,56%	3,66%	1,38%	1,04%	1,63%	2,24%	2,56%	2,40%	3,01%
Cours du dollar US, en euro (*)	0,679	0,644	1,370	0,830	0,890	1,085	0,804	0,797	0,731	0,683

* au taux fixe de 1 euro pour 6,55957 FF avant 1999.

Sources : SOeS, DGDDI, Insee

⁸ Données provisoires pour 2008

Prix moyens (CAF) des énergies importées, en € ou US \$ courants

	1973	1980	1985	1986	1990	1995	1997	2000	2005	2006	2007	2008
CMS (€/t)	22	42	80	67	55	48	55	52	78	80	81	128
Pétrole brut :												
- €/t	18	155	281	118	136	97	126	85	316	381	386	496
- \$/bl	4	33	28	15	22	17	19	13	54	65	72	99
Produits pétroliers raffinés (€/t)	31	160	295	150	172	132	174	130	375	435	446	559
Gaz naturel (c€/kWh) ⁹	0,09	0,73	1,77	1,26	0,79	0,68	0,82	0,73	1,49	1,99	1,87	2,62

Sources : SOeS, DGDDI

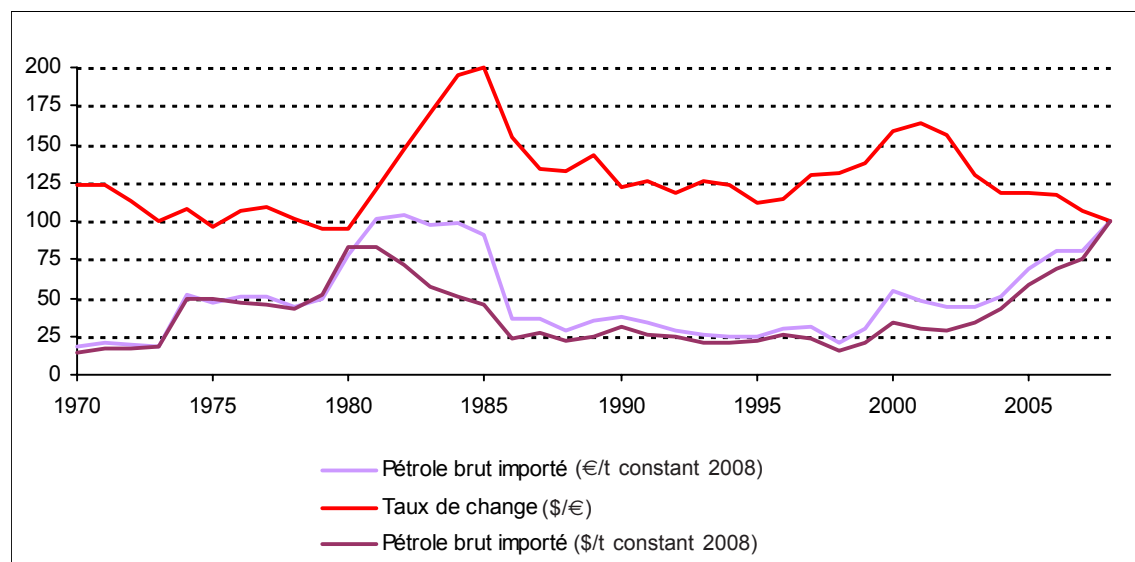
Prix moyens (CAF) des énergies importées, en € constants 2008¹⁰

	1973	1980	1985	1986	1990	1995	1997	2000	2005	2006	2007	2008
CMS (€/t)	113	105	129	103	75	60	67	62	84	84	83	128
Pétrole brut (€/t)	89	388	454	181	186	121	154	103	341	401	397	496
Produits pétroliers raffinés (€/t)	156	399	477	230	235	165	212	157	405	458	458	559
Gaz naturel (c€/kWh)	0,45	1,82	2,87	1,94	1,08	0,85	0,99	0,88	1,61	2,1	1,93	2,62

Sources : SOeS, DGDDI

Prix moyen du pétrole brut importé et cours du \$

(indice base 100 en 2008)



Sources : SOeS, DGDDI

⁹ Ratio « facture gazière source douanes / quantités importées, source SOeS, bilan gazier » : ce ratio entre deux statistiques indépendantes ne vise qu'à donner qu'un ordre de grandeur de l'évolution des prix

¹⁰ Déflateur utilisé : prix du PIB total

Chiffres & statistiques

Commissariat général
au développement
durable

Service
de l'observation
et des statistiques

Tour Voltaire
92055 La Défense cedex
Mel :
diffusion.soes.cgdd@
developpement-
durable.gouv.fr
Télécopie :
(33/0) 1 40 81 13 30

Directeur
de la publication
Bruno TRÉGOUËT

ISSN : en cours

© SOeS 2009

Pour en savoir plus :

Bernard NANOT

Bernard.Nanot@developpement-durable.gouv.fr